

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES MEKNES

APPEL D'OFFRE OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 26./RMF/2017

EN SÉANCE PUBLIQUE

Du 27/07/2017 à 12 H

Objet : *BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL*
A LA COMMUNE D'ENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre des prix en séance publique, en vertu de l'article 16 § 1 al.2, et de l'article 17 §1 et § 3 al.1 et 3 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

ηηηηη

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ηηηηη

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet **Travaux de bétonnage des rues au centre d'ENJIL à la commune d'ENJIL à la province de BOULEMANE.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité.

Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue.

Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

Article 2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du présent marché est **le président du conseil Régional de Fès –Meknès**

Article 3 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique.**

Article 4 : Consistance des travaux

Les prestations objet du présent appel d'offres comportent:

- Déblais ;
- Démolition ;
- Remblai ;
- Hérissonnage ;
- Béton B3 ;
- Béton armé ;
- Bordures.

Article 5 : Renseignements généraux et connaissance des lieux des travaux

Les prestations du marché objet du présent appel d'offres, concernent l'ensemble des travaux relevant des pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du marché aura à sa charge tous les travaux objet du présent appel d'offres et ne pourra sous traiter certains de ces travaux que dans les conditions fixées à l'article 158 du décret n° 02-12-349 et aux prescriptions du C.P.S.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des indications de nature technique contenues dans le présent dossier pour faire valoir en cours ou en fin des travaux, des droits de réclamation.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur la base du projet établi par l'administration.

Toute offre non conforme aux prescriptions de l'appel d'offres ou contenant des réserves, sera écartée.

Article 6 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2-12-349 précité :

1. Peuvent valablement participer au présent appel d'offres et être attributaire du marché qui en

découle, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2. Ne sont pas admises à participer au cet appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité.
- Les personnes visées à l'article 22 de la loi n° 78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n°1-02-29 en date du 25 rejev 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des communes ;
- Les personnes visées à l'article 24 de la loi n° 79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le dahir n°1-02-269 en date du 25 rejev 1423 (03 octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans cette procédure de passation de marché ;

Au cas où le concurrent est un groupement ou un organisme public, il doit remplir les conditions prévues à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

Article 7 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. Un dossier administratif comprenant :

1.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comportant les mentions prévues à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité ;
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité ;

1.2 Pour le concurrent, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent tel que prévu à l'article 25 du décret n°2-12-349 précité. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - ✓ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique

- ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition, certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 Juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre du commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2. Un dossier technique comprenant :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation ;
- b. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations (ces prestations doivent être de même nature et de même importance que les prestations du présent appel d'offres). Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. Seules les références justifiées par de bonnes fins seront considérées.
- c. **Parmi les attestations citées ci-dessus, le concurrent doit présenter au moins une attestation de référence de même nature, délivrée par une administration ou établissement public, et ayant un montant supérieur ou égal à celui de l'estimation des travaux du présent marché. Cette attestation doit dater de 2011 et après.**

3. Un dossier complémentaire comprenant :

- Le Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « Lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet ;
- Le présent règlement de la consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet.

4. Une Offre financière comprenant :

- a. L'acte d'engagement établi tel qu'il est défini à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
- b. Le bordereau des prix et détail estimatif.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par les alinéas II-1 et II-2 de l'article 25 du décret n°2-12-349 précité.

Article 8 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2.12.349 précité le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a) Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S);
- c) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d) Le modèle du bordereau des prix et détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

Article 9 : Modification dans le dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 7 du décret n° 02-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas, changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 02-12-349.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 3 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 02-12-349, doit être respecté.

Les concurrents ayant retirés ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, les cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il sera fait application des dispositions du paragraphe 8 de l'article 19 du décret n° 02-12-349 relatif aux marchés publics

Article 10 : Retrait des dossiers d'appel d'offres.

Le dossier d'appels d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 02-12-349 précité.

Article 11 : Information des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (07) jours avant la date prévue pour l'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage répondra à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiquée le même jour et dans les mêmes conditions, aux autres concurrents qui ont retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédent la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les demandes d'informations ou renseignements par les concurrents doivent être adressés au **président du conseil Régional de Fès –Meknès**

Article 12 : Contenu des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 02-12-349 relatif aux marchés publics, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le **Cahier des Prescriptions Spéciales** paraphé et signé, les pièces des dossiers **administratif, technique et complémentaire**, une **offre financière**.

L'offre financière comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un (01) seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (**RIB**), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 02-12-349 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit

seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour présenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b) Le bordereau des prix - détail estimatif dont le modèle est établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix – détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix – détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 13 : Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité :

- 1- Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant les mentions suivantes:

- ✓ Le nom et l'adresse du concurrent ;
- ✓ L'objet du marché ;
- ✓ La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- ✓ L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres».

- 2 - Ce pli contient deux (02) enveloppes distinctes:

- a) La première enveloppe :

Contient les pièces des dossiers administratif, techniqueet complémentaire. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Dossiers administratif, techniqueet complémentaire».

- b) La deuxième enveloppe :

Contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre financière ».

- 3- Les deux (02) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Article 14 :Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2.12.349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

Article 15: Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 16 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349.

Article 16 : Délai de validité des offres

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 17 : Langue de présentation des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 18 § I al.4 du décret n° 2-12-349 précité, la langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et offres présentées par les concurrents est la langue Française.

Article 18: Monnaie spécifique à l'offre des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 18 § I al.3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 précité.

Article 19 : Examen des offres et secret de délibération.

La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique.

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet, conformément à l'article 35 du décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance. Il en est de même pour toute personne, fonctionnaire, expert ou technicien, appelée à participer aux travaux de ladite commission.

Article 22: Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques des concurrents au vu des éléments contenus dans leurs dossiers administratif et technique ainsi que de leur offre financière.

Article 23: Critères d'évaluation des offres.

L'examen et le jugement des offres seront effectués conformément aux stipulations des articles 36 et 40 du décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Enfin, la commission proposera l'attribution du marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante parmi les concurrents retenus.

Fait à : Le :

13 JUIN 2017

LE CONCURRENT

L'ORDONNATEUR

« LU ET ACCEPTE »

 Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services
Abderrazzak MOUMNI